MOUVEMENT CITOYEN

TOGO : ANALYSE du 1er juillet 2010

LA VERITE DES URNES ET LA VERITE DES COMPTES : Faure GNASSINGBE et Agbéyomé KODJO face aux faits

Le Pouvoir togolais usurpé depuis le 4 mars 2010, tente de plagier vilement l'approche adoptée par le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), en oubliant les règles d'éthique, de déontologie, de respect mutuel et de démocratie qui fondent la qualité des travaux du CVU. L'exercice n'est guère aisé comme l'illustre la piètre sortie médiatique diffamatoire du doublon supposé du CVU.

1. CVAK : une version ségrégationniste du CVU

L'irruption brutale du « Collectif pour la Vérité » dirigé contre Agbéyomé KODJO (CVAK) qui apparaît sur le site officiel du Gouvernement togolais crée un dangereux parallèle qui rappelle les débuts de la chasse aux sorcières contre les Juifs de l'Allemagne Nazie. La pâle copie que constitue le CVAK tente de refaire au Togo les approches de l'Ivoirité qui ont conduit la Côte d'Ivoire à une guerre fratricide qui a mis la démocratie entre parenthèses dans ce pays pour de longues années. Au Togo, il est question de faire disparaître la Démocratie en supprimant l'un après l'autre les partis politiques d'opposition pour les remplacer par des partis politiques satellites du RPT ou des associations de complaisance.

Le CVU est un mouvement citoyen autofinancé et indépendant qui n'a pas besoin de recevoir d'ordres de groupes occultes ou de pouvoirs non démocratiques. Si tout le travail de l'ensemble des conseils de Faure Gnassingbé consiste à s'occuper du parti OBUTS et de la personne d'Agbéyomé KODJO, devenu aujourd'hui la personne à attaquer dans le Togo composé de plus de 7 millions d'habitants ; c'est qu'il y a bien quelque chose qui dérange le pouvoir. Comme il n'y a que la Vérité des Urnes et des Comptes qui dérangent, il faut à tout prix éviter que le Peuple togolais ne s'intéresse de trop près à la gestion des comptes et du maigre bénéfice qu'a tiré le pays de ses richesses naturelles depuis plus de quatre décennies.

Une telle entreprise est une gageure, et la réussir ne relèverait que de l'imposture politique grevée de déficit de moralité publique. En cela, le CVAK n'est qu'une version ségrégationniste et vile du CVU.

2. La boîte de Pandore du massacre de Fréau Jardin

Les langues commencent par se délier et les investigations menées à ce jour pour la manifestation de la vérité aboutissent à des révélations accablantes pour l'un des piliers du

pouvoir usurpé de Lomé. Les éléments nouveaux dans ce dossier indiquent que le massacre de Fréau Jardin qui fut l'œuvre de certains éléments des forces de l'ordre et de sécurité, a bénéficié de la collaboration active des responsables de la branche civile HACAME, Haut Conseil des Associations et Mouvements Estudiantins, dont Pascal BODJONA et un officier supérieur réputé pour sa brutalité. Ce qui rappelle le scénario des massacres d'avril 2005 où des civils sous la conduite de Kpatcha GNASSINGBE ont allègrement massacré plusieurs centaines de nos compatriotes pour permettre à Faure GNASSINGBE de réaliser son premier holdup électoral.

Comme l'attestent les résultats de l'enquête effectuée à l'époque par les services du Ministère de l'intérieur, les armes utilisées par les assassins ne figuraient pas sur la liste de celles attribuées aux agents de la police nationale.

Comme en avril 2005, les éléments des forces de sécurité impliquées dans cette tragédie ont bénéficié du soutien actif de la partie non républicaine de l'armée avec son appui logistique.

D'après des informations concordantes émanant de sources sûres, les instigateurs de cette macabre opération sont le Colonel DJOUA, le lieutenant-colonel Ernest GNASSINGBE, l'agent de police ALAZAR de la fameuse « brigade rouge » ainsi que l'officier supérieur mentionné plus haut et bien connu pour les "rackets sur la population".

En attendant que toute la lumière soit faite par la Commission Vérité Justice Réconciliation si les moyens lui en sont donnés, (mieux vaudrait une commission d'enquête internationale indépendante), le CVU estime que les faits sont suffisamment graves pour que Pascal BODJONA s'explique sur ses responsabilités dans la mort de citoyens togolais innocents. Il pourrait être suspendu de ses fonctions de Ministre afin de lui permettre d'assurer sa défense sans l'immunité que lui confère son siège au Gouvernement. Faure GNASSINGBE devrait alors faire un parallèle sur la technique juridique qui a permis d'évincer son frère Kpatcha GNASSINGBE, pour l'appliquer sur ceux de ses ministres qui bénéficient de l'impunité à moins que les principaux concernés ne se décident à tirer les conclusions qui s'imposent.

Le CVU recommande au CVAK d'intensifier ses actions pour faire triompher très rapidement la vérité dans ce dossier complexe de Fréau Jardin qui semble lui tenir à cœur uniquement lorsqu'il s'agit de ne pas mettre en avant les responsabilités du pouvoir en place. Le CVU salue le courage du CVAK d'ouvrir enfin la boîte de Pandore qui permettrait certainement au Peuple togolais de d'assister à la fin de l'impunité au Togo, pardonner éventuellement et faire le deuil de cette douloureuse tragédie nationale !

3. Zémidjans (taxi-moto) contre Gouvernance de l'arbitraire

Le Pouvoir de Faure Gnassingbé, et ses conseillers sont réellement en panne d'idées et fondent l'action politique sur la gouvernance de l'arbitraire, comme en témoigne l'augmentation du prix du pétrole sans fournir le pouvoir d'achat nécessaire au Peuple togolais. Les « Zémidjans de la

vérité des urnes » l'ont bien compris en identifiant les personnes qui peuvent offrir des alternances crédibles au Togo, ceci dans le cadre d'un travail d'unité retrouvée de l'ensemble de l'opposition qui n'a pas trahi. Aussi, en créant le CVAK, le Pouvoir de Faure Gnassingbé désorienté, ferme la porte à toutes négociations transparentes pour se consacrer à son sport favori : la discrimination, l'attaque personnelle et la diffamation. Il affiche ainsi son mépris à la jeunesse togolaise abandonnée à elle-même au point que nombreux sont les jeunes qui se replient sur le pénible et périlleux métier de taxi-moto. Il ne reste manifestement aux Zémidjans qu'à exiger la vérité des comptes qui elle-même procède de la vérité des urnes. Les « Zémidjans de la Vérité des Urnes » (ZVU) sont invités à défendre leur dignité et à soutenir inlassablement les personnalités comme Agbéyomé KODJO ou Jean Pierre FABRE, mais aussi l'action citoyenne de toutes organisations de défense des droits humains, économiques et sociaux, ainsi que tout humaniste togolais contre la gouvernance de l'arbitraire.

4. Anti-constitutionnalité de la dictature juridique

Il aurait suffit de confier à des experts indépendants togolais la charge de vérifier le contenu de la vérité des urnes pour s'apercevoir que le Togo n'a pas de Président depuis le 4 mars 2010. C'est bien la conséquence de l'impossibilité pour le Pouvoir, la Cour constitutionnelle, et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) d'apporter la preuve de la correspondance entre les bulletins électoraux et les souches. Lorsque le CVU a proposé en toute indépendance une sortie de crise avec les 22 propositions, le Pouvoir est devenu sourd mais pas muet. Comme à son habitude, le Pouvoir a choisi de neutraliser et de démobiliser les forces de l'alternance qui offrent l'espérance au Togo en phagocytant la tête des partis d'opposition ou en cherchant à infiltrer les partis pour enfin les démanteler par le biais d'une pseudo-justice qui légalise la dictature avec des procédures juridiques palliatives.

Si certains chefs de parti se sont laissé séduire par la force de l'argent ou des postes ministériels, d'autres ont choisi de rester auprès du Peuple togolais et de porter haut, l'esprit de la liberté et de la démocratie. Le Peuple qui n'est pas sourd, ni muet, a tout vu et a choisi. C'est ce choix que le pouvoir de Faure GNASSINGBE veut éradiquer en tentant par la dictature juridique de fermer le parti OBUTS en attendant de le faire pour le parti de l'UFC (Union des Forces du Changement) au cas où ce parti ne se neutralise pas lui-même de l'intérieur. En dissolvant sur des bases fallacieuses le parti OBUTS pourtant reconnu légalement par la Cour Constitutionnelle, Faure GNASSINGBE confirme à ceux qui en doutent encore son mépris avéré d'un véritable Etat de droit, et en conséquence de la Constitution de la République choisie par le Peuple togolais. S'il n'y avait pas collusion entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire au Togo, il n'y aurait aucune difficulté pour démontrer dans la transparence l'anti-constitutionnalité des formes postcoloniales de la gestion par la force : la dictature juridique.

C'est bien la libre-détermination du Peuple togolais pour la liberté et la démocratie que le Pouvoir RPT veut récupérer en tentant maladroitement et vainement de faire croire qu'après plus de 40 ans de gouvernance de la contre-vérité des urnes et des comptes, il est encore possible de créer en son sein un collectif pour la vérité en plagiant mal et sans éthique l'initiative citoyenne du CVU.
Mais, de quelle vérité parle-t-on ? La vérité de la ségrégation comme le croyaient les tenants blancs de l'Apartheid de l'Afrique du Sud ? La vérité autoproclamée fondée sur la dictature juridique sans droit de réponse ? La vérité de la contre-vérité ? Vraisemblablement, c'est le troisième point qui se rapproche le mieux des pratiques et comportements anticonstitutionnels et arbitraires du Pouvoir de Faure GNASSINGBE !

5. Contre-vérités et refondation d'une société de confiance

Mais le problème est que la vérité de la contre-vérité, c'est du PUR MENSONGE fondé sur des pratiques dolosives et abusives. Le Peuple togolais souhaite-t-il alors, construire l'avenir du Togo sur la Vérité de la contre-vérité et une gouvernance fondée sur l'arbitraire et de l'abus du droit ? La réponse se trouve tous les samedis dans les rues et sur la plage de Lomé lors des marches de protestation contre la vérité usurpée des urnes. La réponse se trouve tous les mercredis lors des veillées de prière où les militants de la liberté exhortent Dieu de délivrer le Peuple togolais. La réponse se trouve dans les marches du samedi qui outre la contestation des élections du 4 mars 2010 fédèrent le Peuple togolais derrière des dirigeants politiques représentatifs. Elle se décline aussi en décompte lugubre par le nombre de nos martyrs à l'instar des 3 dernières victimes du 22 juin 2010. Elle se trouve par ailleurs dans la grève générale de 48 heures qui est prévue pour démarrer le 2 juillet sur toute l'étendue du territoire national si certains chefs syndicalistes ne choisissent pas entre l'argent et la défense des intérêts légitimes du Peuple togolais sous le couvert d'un consensus décidé sur le dos des populations. Cette réponse, c'est également les manifestations spontanées de la jeunesse togolaise dont les boucliers de Zémidjans pour refonder et protéger la démocratie togolaise. Au-delà des boucliers humains, il y a les boucliers spirituels qui ne cessent de prier pour ceux qui sont loin de saisir la portée et les conséquences de ce qu'ils font tant contre le Peuple togolais que contre l'avenir de leur propre avenir et celui de leurs enfants.
La résistance marathon doit continuer car le Peuple togolais doit constamment garder à l'esprit qu'il n'y a pas de Président élu et légitime au Togo depuis les élections du 4 mars 2010 du fait de la décision de la cour constitutionnelle d'avaliser des résultats électoraux dictés sans apporter la preuve de la concordance des souches et des bulletins de vote sortis des urnes. Le Togo de demain ne peut être qu'une société reposant sur la confiance entre les populations. La diversité

des ethnies et des langues doit être considérée comme une richesse et un puissant facteur d'unité. Aussi, la contre-vérité ne peut en aucun cas fonder une société de confiance au Togo.
Les incantations d'aujourd'hui contre le seul Président de OBUTS cherchent à absoudre tous les responsables du RPT et le pouvoir politique togolais depuis plusieurs décennies. Des procès et des audits n'ont rien trouvé à reprocher au Président OBUTS mais l'impunité et le blocage des audits n'ont pas permis d'offrir au Peuple togolais la réalité du partage des responsabilités que l'on retrouve essentiellement dans les cercles du pouvoir togolais.
Vouloir réconcilier toutes les filles et tous les fils du Togo sans distinction d'ethnies, c'est avant tout se défaire de la contre-vérité pour promouvoir la Vérité et l'Ethique, seuls gages d'une société de confiance et de partage !

6. Economie : impossible transfert de richesse au Togo

Sur le plan économique, il est difficile de croire que plusieurs années après la fin de l'embargo de l'Union Européenne et des institutions financières, le Pouvoir togolais arrive à faire avaliser qu'une seule personne puisse influencer les pays industrialisés pour suspendre leur coopération avec le Togo. On se demande d'ailleurs pourquoi, là aussi, il n'est pas confié à des experts indépendants de la Diaspora, un audit indépendant des comptes de la République togolaise en recommandant fortement au Gouvernement de publier en toute transparence sur son site, les comptes officiels de la Nation sans les falsifier et en permettant aux experts d'aller vérifier la réalité des données mises à leur disposition. Pourquoi une partie des recettes des douanes du Port, des Phosphates, n'est pas transférée directement aux responsables des hôpitaux et centres de santé, sur l'ensemble du territoire togolais au lieu d'aller directement vers des lieux dont la traçabilité reste difficile à établir alors que la destination est connue ?
Si tout le Togo souffre aujourd'hui uniquement par la faute d'un groupe de personnes qui considèrent le Togo comme un Etat patrimonial, c'est que la seule solution, que constitue la démocratie véritable, a été rejetée. Le pouvoir togolais a préféré la démocratie palliative, celle qui permet de se donner une bonne image à l'extérieur tout en « bernant » les pays occidentaux qui n'ont plus les moyens d'imposer une démocratie qu'ils considèrent pourtant comme une conditionnalité incontournable dès lors qu'il s'agit de défendre leurs propres intérêts aux dépens de ceux du Peuple togolais. Cependant, cette démocratie ne peut être falsifiée comme l'a été l'élection présidentielle du 4 mars 2010. Mais il est vrai que le Togo souffre à cause d'un groupe de personnes ignorant comment créer de la richesse sur la Terre de nos Aïeux, et en assurer le partage parmi l'ensemble de la population sous forme d'emplois décents assurant un pouvoir d'achat raisonnable.
Le Gouvernement togolais a-t-il oublié que la douane du Port autonome de Lomé a été redynamisée par Agbéyomé KODJO, et qu'il lui avait été délivré à chaque exercice comptable

« un quitus de bonne gestion » ? Il est d'ailleurs établi que les nombreux audits réalisés après le passage d'Agbéyomé KODJO au Port de Lomé n'ont rien trouvé de compromettant, et que le personnel de cette institution et la communauté portuaire internationale, ont été marqués par le professionnalisme et la qualité de ses arbitrages qui ont fait progresser les douanes du Port de Lomé tant en recettes qu'en modernisation. Comment expliquer qu'après le départ d'Agbéyomé KODJO, il soit devenu difficile sinon impossible d'obtenir les données effectives sur les recettes et dépenses du Port autonome de Lomé, et les affectations au profit du Peuple togolais. L'impasse sur les audits dans cette institution après le départ d'Agbéyomé KODJO, en dit long sur la posture inconfortable de Faure GNASSINGBE dans l'épineuse question de la gestion du Port autonome de Lomé, et plus généralement de la bonne gouvernance au Togo.

7. Silence ou prison : la gouvernance de Faure GNASSINGBE

En oubliant de relâcher les prisonniers politiques et les patriotes en lutte pour la démocratie, en emprisonnant le 22 juin plus trente jeunes qui voulaient simplement crier l'impossibilité pour les togolais de supporter une énième augmentation du prix de l'essence, le régime de Faure GNASSINGBE est en train de relancer les vieilles méthodes de gouvernance de l'arbitraire au Togo. En matière de droits humains, le Pouvoir actuel brille par une violation massive des libertés publiques, reléguant ainsi le Togo au rang des dictatures au monde, la servitude avant tout. Aujourd'hui, tout se joue dans la perception du Pouvoir togolais qui préfère prévenir en tentant le phagocytage par l'intégration au Gouvernement ou alors en choisissant la méthode forte consistant à mettre sous silence (la dissolution de OBUTS) ou en prison, les voix de la liberté, de la démocratie, les voix de la vérité des urnes et des comptes. Des mandats internationaux pourraient être lancés contre les membres d'OBUTS ou du FRAC. Mais la communauté internationale commence à se rendre compte d'où viennent le mensonge et la forfaiture, et d'où part la vérité des urnes et des comptes.

8. La gouvernance de la déstabilisation

Le pouvoir de Faure Gnassingbé constate que les affirmations sans preuves ne sont plus acceptées comme vérité d'évidence par les Pays occidentaux partenaires en développement du Togo, sans une confirmation par les mouvements citoyens. Face à ce changement des pratiques internationales, le Pouvoir togolais n'existant que grâce au soutien d'une nébuleuse de forces antidémocratiques, se replie sur une gouvernance de déstabilisation, qui met en avant l'esprit de nuisance et des pratiques irrégulières et dolosives. Le Peuple togolais est loin d'être dupe !

MOUVEMENT CITOYEN

Que Dieu nous aide à faire la lumière entre la vérité des urnes et des comptes, et la contre-vérité des urnes et des comptes afin de permettre au Peuple togolais de retrouver un pouvoir d'achat, une liberté, une démocratie et une dignité légitimes !

Togo debout, luttons sans défaillance pour la Vérité et que vive la République !

Le 1er juillet 2010
Dr Yves Ekoué Amaïzo
Coordinateur International Provisoire
Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU).